

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le **11 AVR. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE GREEN LANRIVOARE

Bâtiment Triade II
215 rue Samuel Morse - CS 20756
34967 MONTPELLIER CEDEX
34000 Montpellier

Références : **ENV-D-0194**
Code AIOT : 0005517857

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement ENGIE GREEN implanté CROIX KERNEVEZ 29290 LANRIVOARE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE GREEN
- CROIX KERNEVEZ 29290 LANRIVOARE
- Code AIOT : 0005517857
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de LANRIVOARE exploité par la société ENGIE GREEN bénéficie d'une déclaration d'antériorité en date du 27 août 2012.

Cette installation est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE. Le parc comprend 3 éoliennes d'une puissance unitaire de 0.85MW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suite administrative :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Exploitation et installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	servitudes aéronautiques	Arrêté Ministériel du 25/07/1990, article 2	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 13	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions des articles 13, 14, et 23 de l'arrêté ministériel du 26/08/2012 ainsi que celles de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 25/07/1990 sont respectées. L'exploitant doit apporter les documents justificatifs sur l'entretien et la maintenance des éoliennes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : servitudes aéronautiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/07/1990, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, balisage lumineux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ; b) 130 mètres, dans les agglomérations ; c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les zones d'évolution liées aux aérodromes ; - les zones montagneuses ; - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé. <p>Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne</p>

<p>lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau. Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile (balisage lumineux diurne assuré par des feux d'obstacle à éclats blancs, installés sur le sommet de la nacelle et visibles tous les azimuts).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 éoliennes disposent d'un balisage lumineux en fonction. Les balisages lumineux à éclats placés sur les nacelles sont visibles sur tous les azimuts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2012, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation ne peuvent pas accéder librement à l'intérieur des aérogénérateurs. Les portes d'accès au poste de livraison sont fermées à clef ainsi que les portes des 3 éoliennes du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Le poste de livraison et les 3 éoliennes sont identifiés conformément à la déclaration de l'exploitant. Les affichages sur les panneaux sont lisibles sur le chemin d'accès, le poste de livraison et les mâts. Les caractères pour l'identification des éoliennes sont visibles à plus de 100 mètres.

Les affichages comportent toutes les prescriptions à observer par les tiers. Les prescriptions sont claires et compréhensibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;

...

Constats :

L'inspection a contacté le numéro d'appel de l'exploitant affiché (03 26 65 65 65) pour procéder à un arrêt d'urgence de l'aérogénérateur E3.

L'appel téléphonique est arrivé directement sur un opérateur du centre de contrôle à distance des éoliennes de l'exploitant situé en France. L'éolienne E3 a été arrêtée en 6 minutes environ après le début de l'appel téléphonique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation et installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, maintenance et entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Les 3 éoliennes présentent des traces de corrosion sur la nacelle et le mât.

Étant donné le caractère inopiné du contrôle et l'absence de l'exploitant, le manuel d'entretien de l'installation et le registre de maintenance n'ont pas pu être présentés à l'inspection pour justifier le bon fonctionnement des éoliennes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours